

Nous sommes en grève... et nous lançons un cri d'alerte !

Nous sommes 11 salariés du Réseau "Sortir du nucléaire", en grève depuis le 5 janvier 2010. Jusqu'ici, nous n'avons pas ébruité notre mouvement, pour ne pas déstabiliser le Réseau ni inquiéter les militants. Toutefois, à l'approche de l'Assemblée Générale du 6 et 7 février, il est important que les groupes adhérents et décisionnaires à l'AG soient informés des enjeux de la crise traversée actuellement. Même si nous regrettons qu'une meilleure gestion de l'association n'ait pu éviter ce "grand déballage".

Malgré l'absence totale de réponse à nos revendications, nous avons décidé d'assurer un "service minimum" pour les tâches indispensables à la survie de l'association, dont la tenue de l'Assemblée Générale, garante de la démocratie associative que nous défendons.

Nous protestons contre plusieurs décisions adoptées par une courte majorité des membres du Conseil d'Administration (CA).

- Des administrateurs qui protègent les comportements agressifs et irrespectueux d'un collègue ;
- qui prennent des mesures inégalitaires et discriminatoires entre les salariés ;
- qui empêchent le directeur d'agir pour garantir des conditions de travail correctes dans notre équipe ;
- qui transforment un problème de gestion du personnel en affaire politique ;
- qui soutiennent des attitudes sectaires plutôt que de contribuer à un débat d'orientation pluraliste ;

Nous attendons du CA :

- Qu'il se comporte en employeur responsable et respecte le droit du travail
- Qu'il respecte l'égalité de traitement entre salariés et le rôle de chacun
- Qu'il veille avec impartialité au respect des règles de l'association et au respect de chacun
- Qu'il respecte la pluralité du Réseau et son esprit fédératif

Comment la crise a commencé

Il faut un faisceau de circonstances exceptionnelles pour pousser des salariés associatifs à faire grève. Voici les principaux événements qui ont été les déclencheurs de la crise.

Des difficultés récurrentes dans les relations de travail avec l'un de nos collègues

Le Réseau Sortir du nucléaire emploie 13 salariés. Nos sensibilités respectives sont diverses, mais dans l'ensemble, nous formons une équipe soudée et efficace, unie dans le souci de l'intérêt général. Bien qu'étant en partie dispersés géographiquement, avec 5 salariés décentralisés, nous entretenons des relations de coopération étroite, basées sur la confiance et le respect mutuel. Seul l'un de nos collègues se comporte d'une manière qui rend très difficile le travail avec lui : il s'agit de Stéphane Lhomme (chargé des relations extérieures).

Stéphane a régulièrement des comportements agressifs, accepte mal de travailler collectivement, et conteste l'autorité du directeur qui coordonne notre travail à tous. Il s'affranchit souvent des règles de fonctionnement communes, et refuse toute remise en question. En outre, il consacre une part importante de son temps à critiquer voire court-circuiter le travail des autres, à dénigrer leurs idées, à déformer leurs propos et à leur faire des procès d'intention. Il confond le fond et la forme, et semble incapable de comprendre que ce qui lui est reproché, ce sont ses manières et non les idées qu'il défend (que nous partageons souvent au demeurant).

Ni son aura médiatique ni ses compétences ne devraient excuser de tels comportements qui piétinent les règles de respect mutuel et perturbent le travail de toute l'équipe.

Depuis 2007, ses écarts de comportements lui ont déjà valu de recevoir un rappel à l'ordre et deux avertissements. Nous avons tenté à plusieurs reprises de lui expliquer, de façon individuelle et collective, à quel point son attitude perturbait notre travail. Mais il se pose systématiquement en victime et crie au complot quand on lui adresse la moindre remarque ou qu'on tente de lui expliquer que les règles sont valables pour tous.

La goutte d'eau qui fait déborder le vase

En novembre dernier, à l'occasion d'un débat en interne, Stéphane Lhomme a déchaîné son agressivité contre plusieurs collègues. Il les a violemment pris à partie dans des e-mails privés ou diffusés sur des listes mail internes. Dénigrement, calomnies, provocations, accusations de déloyauté, appel à la démission... il semblait ne plus y avoir de limites à l'escalade.

Le débat portait sur la signature par le Réseau d'un appel à l'occasion du sommet de Copenhague, l'"Ultimatum climatique". Certains administrateurs et salariés estimaient pertinent que le Réseau signe ce texte, d'autres estimaient que non. Un tel désaccord est normal, et chacun peut faire valoir ses idées.

Mais Stéphane ne s'est pas contenté de défendre ses arguments : il n'a pas hésité à désigner comme "traîtres" ceux qui défendaient un avis différent du sien. Il a accusé des collègues de vouloir "liquider la lutte antinucléaire" simplement parce qu'ils défendaient un point de vue différent du sien, et s'est lancé dans une campagne de calomnies sans précédent.

Notre directeur et plusieurs collègues ont été accaparés pendant des semaines par la tempête interne

provoquée par les propos outrés de Stéphane, alors que nous étions tous débordés de travail, au point culminant de la campagne Don't nuke the climate.

En tant que salariés du Réseau, nous souhaitons consacrer notre énergie à la lutte contre le nucléaire - pas à nous défendre contre les attaques et les accusations malveillantes d'un collègue !

Plusieurs d'entre nous ont tenté de prendre le Conseil d'Administration à témoin. Philippe Brousse (directeur administratif et des ressources humaines), lui aussi durement visé, a alerté le CA à plusieurs reprises. Mis à part trois administrateurs qui ont désapprouvé ces attaques, **le CA est resté totalement passif, laissant libre cours à ces comportements d'irrespect.**

Une démarche collective pour demander protection contre ces attaques

Ce déferlement d'attaques de Stéphane et le silence du CA ont été la goutte d'eau qui fait déborder le vase. C'est pourquoi, le 26 novembre dernier, nous nous sommes réunis pour demander à notre directeur de prendre des mesures pour que notre collègue cesse de perturber le travail de l'équipe.

Le 1^{er} décembre, Philippe Brousse a annoncé qu'il convoquait Stéphane Lhomme à un entretien préalable à une éventuelle sanction, celle-ci pouvant aller jusqu'au licenciement. Stéphane a aussitôt crié au complot politique, a défié le directeur et n'est pas venu à cet entretien, qui est un droit ouvert au salarié pour s'expliquer.

Le 2 décembre, nous avons contacté les administrateurs pour les informer que nous faisons confiance à Philippe pour proposer une solution adaptée à la situation. Nous avons également signalé que, vu la gravité du problème pour l'équipe, nous étions prêts à nous mettre en grève si le CA, non content de ne rien faire, cherchait en plus à empêcher Philippe d'agir.

Qu'aurait dû faire un CA responsable ? Réagir enfin – avec un sacré retard ! - face aux comportements agressifs que nous avons dénoncés. Mais il est vite apparu que certains administrateurs considéraient que le problème... c'était la volonté du directeur de sanctionner ces comportements !

La réaction d'une majorité du CA ? Couvrir les actes violents au lieu de les sanctionner !

Du fait de certains administrateurs, la réunion prévue sur cette question a été reportée plusieurs fois. Finalement, ce n'est que le 3 janvier que le CA s'est réuni, *un mois* après que nous l'ayons interpellé et que le directeur ait convoqué notre collègue à un entretien...

Une majorité du CA (5 administrateurs contre 4) s'est opposée à la sanction que préconisait le directeur, à savoir le licenciement. Cette décision, que nous ne contestons pas, était cependant assortie de plusieurs positions ahurissantes :

- **Le CA a décidé de *ne pas sanctionner du tout les comportements agressifs de notre collègue... lui accordant ainsi une totale impunité* !** Le directeur avait pourtant laissé la porte ouverte à une discussion pour envisager tout type de sanction.
- **Le CA a décidé de *soustraire notre collègue à l'autorité du directeur, lui accordant ainsi un statut d'exception inédit* !** Or, le travail de direction de Philippe est en premier lieu la coordination du travail de tous les salariés. A l'heure où nous écrivons, le CA a également exclu Philippe de quasiment toutes ses réunions depuis 2 mois, alors que son rôle de

directeur a toujours été d'assurer la coordination du Conseil d'administration.

- **Par ses décisions et par ses actes, le CA a retiré des fonctions à un salarié, Philippe, sans son accord et sans justification !** Ce faisant, le CA a désavoué notre directeur, sans même avoir l'honnêteté de l'admettre.

Nous nous sommes mis en grève le 5 janvier pour protester contre ces décisions irresponsables et exiger de vraies solutions pour travailler dans de bonnes conditions... et pas pour exiger un licenciement comme certains le crient sur les toits.

Un salarié avait bafoué les règles de l'association, dont le directeur et le CA doivent être garants. Le CA a légitimé cette attitude en minimisant la valeur de nos règles et en contestant le rôle du directeur. Ce faisant, le CA a ouvert l'inquiétante perspective d'une gestion chaotique de l'association. Dès lors, c'est le fonctionnement même du Réseau qui est menacé.

Une gestion de crise désastreuse, un CA irresponsable et divisé

Nos revendications restent lettre morte

Nous demandons que tous les administrateurs reconnaissent le caractère répréhensible des comportements agressifs de Stéphane et la perturbation qu'il occasionne à notre travail. Nous demandons que Stéphane soit réintégré sous l'autorité de Philippe, et que ce dernier soit rétabli dans l'ensemble de ses fonctions de directeur. En effet, rien ne justifie le statut d'exception accordé à Stéphane. Le directeur doit pouvoir superviser l'activité de tous les salariés, sans exception, afin d'en garantir la cohérence et la concertation. Enfin, nous demandons que le CA propose et étudie avec nous des modalités d'organisation du travail qui nous permettent de travailler avec Stéphane de façon réellement collective, et sans plus être victimes des ses attaques.

Une réaction majoritairement hostile

Nous pouvons comprendre qu'un bénévole associatif soit désarmé pour faire face à ses responsabilités d'employeur. Mais nous ne nous attendions pas à une telle fin de non recevoir !

La majorité du CA s'est braquée face à notre mouvement :

Certains administrateurs ont tenté de "criminaliser" le mouvement de grève, comparé à une "tentative de coup d'état" et nous traitant de "putschistes". Un administrateur a même envisagé d'envoyer un huissier pour constater "l'abandon de poste" des grévistes. Le fait que nous invoquions le droit du travail a été qualifié de "dérive technocratique". **Plusieurs ont brandi des menaces de dissolution de l'association et de licenciement collectifs**. L'un a déclaré qu' "on peut passer impunément de 12 à 4 salariés". Une autre est allée jusqu'à affirmer qu'elle était prête à payer les indemnités de licenciements sur ses biens personnels ! **Nous avons reçu des menaces de rétorsion individuelles** : l'organisation "d'autres entretiens" (disciplinaires) a été évoquée ; on nous répète sans preuve que "d'autres salariés" auraient commis des "fautes" ; et des administrateurs ont laissé entendre qu'ils étaient en train de « monter des dossiers » contre nous ; il est également question de "punitions" à l'égard des grévistes ; etc... **Il nous semble qu'une partie des administrateurs préféreraient disloquer toute l'équipe plutôt que de reconnaître les torts d'un seul !**

En réponse à notre mouvement, les seules "solutions" évoquées sont surréalistes ou absurdes : certains envisagent de couper toute relation entre Stéphane Lhomme et le reste des salariés (alors que les missions de chacun impliquent un travail collectif) ; nous intimons de ne plus nous mêler des questions politiques, dont nous n'aurions, selon leurs mots, "pas le même niveau de compréhension" que Stéphane Lhomme ; se désintéressent des conséquences de l'arrêt collectif du travail, tout en nous imputant l'entière responsabilité de la situation...

Un CA divisé... et incapable de fournir une réponse collective

Au niveau collectif, le CA est quasiment bloqué. Il multiplie les réunions téléphoniques "à huis clos" sans associer ni le directeur ni les autres salariés. Depuis 1 mois, il ne parvient quasiment plus à prendre aucune décision.

En effet, jamais vu dans l'histoire du Réseau, le conseil d'administration s'est scindé en 2 blocs qui soutiennent des positions à peu près opposées :

- D'un côté, 4 administrateurs (et 6 suppléants) soutiennent globalement la position du directeur et les demandes des salariés, qu'ils trouvent justifiées.
- De l'autre, 5 administrateurs (et 3 suppléants) campent sur leurs positions. Ils refusent de reconnaître *l'existence même* de comportements inacceptables de la part de notre collègue et maintiennent qu'il n'est pas sous l'autorité du directeur. Ils rejettent la responsabilité de la crise sur les salariés, et **de concert avec Stéphane tentent de présenter cette histoire comme un complot politique, tout en instrumentalisant les débats qui ont mené à la crise !**

Nos tentatives d'instaurer un dialogue avec ce deuxième bloc ont échoué. Ne tenant aucun compte des revendications que nous leur avons envoyées, ils maintiennent que nous ferions grève « pour licencier Stéphane » et élèvent au rang de principe le fait de ne pas lui reconnaître de torts ; et ne savent répondre à nos demandes que par des accusations !

Après 1 mois de grève et d'efforts pour établir un dialogue, nous n'avons encore reçu aucune réponse collective du CA !

Aucune réunion de réelle négociation n'a pu être organisée. Des administrateurs ont été envoyés comme émissaires, mais ils n'avaient pas de mandat pour négocier, seulement pour rapporter notre parole. Nous avons impulsé une médiation pour tenter de débloquer les choses, mais même cette proposition a reçu un accueil critique. La majorité du CA qui refuse d'accéder à nos revendications accuse les 4 administrateurs minoritaires de « bloquer » les négociations... tout en prétendant être dans le « dialogue » ! C'est le monde à l'envers... Enfin, plutôt que de chercher à modérer les discussions, ces administrateurs renchérissent sur les propos de Stéphane qui depuis le début de la crise a encore exacerbé ses comportements habituels.

Une dérive qui menace le pluralisme de notre fédération

Nous dénonçons l'instrumentalisation politique de la crise

C'est **pour réclamer des conditions de travail décentes** que nous avons interpellé le directeur et le CA, puis sommes entrés en grève. Or, **Stéphane Lhomme et certains administrateurs propagent une grille de lecture "politique" de notre mobilisation**. Deux accusations la résument : "complot politique" contre Stéphane, et "putsch des salariés" (dont le directeur) pour prendre le pouvoir sur le CA.

Cette grille de lecture est fausse... mais séduisante, car elle dispense de se poser certaines questions essentielles : **quelles sont nos règles de fonctionnement en commun ? Qui les respecte et qui les bafoue ? Que peut-on s'autoriser – ou pas – pour faire valoir ses idées ?** Ce sont ces questions-là que nous soulevons. Mais certaines personnes les camouflent derrière le rideau de fumée de leurs accusations.

Un CA qui outrepassa ses fonctions pour imposer "une" ligne politique

L'inertie du CA face aux attaques graves portées par Stéphane n'est pas due au hasard : **certain administrateurs ont choisi de couvrir et même justifier ces attaques, parce qu'elles sont portées au nom d'une prétendue "ligne politique" qu'ils estiment être la leur**. Leur attitude implique que la violence est légitime pour défendre ses opinions et faire taire les avis divergents. Au contraire, **nous affirmons que des comportements agressifs sont inacceptables quelles que soient les idées qu'ils sont censés défendre**.

Cette histoire de "ligne politique" est en réalité un faux-semblant. Preuve en est : des administrateurs qui estiment les analyses de fond de Stéphane Lhomme, soutiennent en même temps la démarche du directeur et le mouvement des salariés grévistes. Il n'y a pas, dans cette crise, deux blocs idéologiques qui s'affrontent. Il n'y a pas d'un côté des "radicaux", et de l'autre des "consensuels". **Le vrai clivage est ailleurs : il oppose ceux pour qui la violence est légitime si elle défend leurs idées, et ceux pour qui elle n'est jamais légitime ; ceux qui s'autorisent à désigner des hérétiques pour les exclure, et ceux qui s'y refusent parce qu'ils considèrent que les avis divergents s'enrichissent mutuellement**.

Ainsi, sous couvert des accusations de "complot" et de "putsch" que l'on nous envoie à la figure, c'est une dérive tristement banale qui se dessine : celle d'une sectarisation interne, contraire aux valeurs de non-violence et à l'esprit fédératif du Réseau. **Désigner des faux antinucléaires ou des "climatistes", c'est une façon de créer des affrontements entre les sensibilités diverses qui composent le Réseau, alors que l'objectif même de la fédération est de permettre leur coopération**. C'est une façon de racornir des sensibilités diverses en chapelles mutuellement hostiles. Et toute chapelle tend à imposer son pape dans l'organisation.

Un pape est omniscient et infaillible. Contredire le pape, c'est blasphémer. A un blasphème, on n'oppose pas des arguments, mais une excommunication. Stéphane Lhomme se comporte comme le pape d'une chapelle, prononce des excommunications. D'aucuns l'y encouragent fortement : ainsi, **certain administrateurs ont clairement indiqué qu'il fallait clarifier LA ligne politique du Réseau, ajoutant que "ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne politique n'ont qu'à partir"**. Avis aux groupes membres, aux autres administrateurs et aux salariés...

Nous défendons la pluralité comme fondement du Réseau "Sortir du nucléaire"

Le fondement même de notre fédération est pourtant de **rassembler des organisations très différentes autour d'un même objectif : la sortie du nucléaire**. Et cela, sans qu'une chapelle impose sa manière de voir en condamnant celle des autres.

Il est donc particulièrement inquiétant que des administrateurs puissent considérer qu'un salarié est le "garant" d'une "ligne politique". Inquiétant que certains aient pu évoquer pour ce salarié des fonctions de "directeur politique". Un salarié peut-il se voir accorder une position d'exception, le plaçant au-dessus des règles communes, au motif que "sa" position politique serait supérieure aux autres ? **Quand, au juste, l'Assemblée générale a-t-elle décidé qu'une personne pourrait définir seule les orientations de notre fédération ?** Cette mission relève de l'AG elle-même, qui mandate un CA de 9 administrateurs pour mettre en oeuvre ces orientations.

L'attitude complaisante de certains administrateurs à l'égard d'un salarié révèle une dérive vers des positions monolithiques, que l'Assemblée générale n'a jamais actées. Nous estimons de notre devoir d'alerter les groupes membres de cette dérive, pour sauvegarder l'essence plurielle du Réseau, qui fait sa force.

Certains agitent le spectre d'un "putsch des salariés". **Est-ce chercher à prendre le pouvoir que de dénoncer les dysfonctionnements que nous constatons ?** Nous n'avons nullement l'intention de nous substituer au pouvoir d'orientation politique du Conseil d'administration et de son instance supérieure : l'Assemblée générale souveraine. Mais nous souhaitons préserver le pluralisme et la démocratie au sein de la fédération. Et pouvoir apporter notre réflexion comme partager nos analyses.

Avec le temps, le Réseau a pris un poids considérable. Il est inévitable que certains aient le désir de s'appropriier entièrement cet outil devenu puissant. C'est pourquoi **nous appelons aujourd'hui à une remise à plat des bases du fonctionnement du Réseau, pour que la fédération puisse continuer d'appartenir à toutes ses composantes**. Nous appelons à la mise en oeuvre d'un grand chantier pour renforcer les fondations historiques du Réseau "Sortir du nucléaire" et les adapter à son évolution et à son ampleur actuelle. Un chantier que nous souhaitons collectif, rassemblant les propositions et les énergies des sensibilités les plus diverses au sein des groupes rassemblés par le Réseau. La motion "Pluralisme et refondation" proposée par plusieurs groupes membres nous paraît aller dans ce sens.

Des pistes pour sortir de la crise

Dans le contexte actuel, l'Assemblée générale sera tendue. Mais nous devons dès à présent penser à la sortie de crise, et éviter absolument : l'enlèvement dans une crise sans issue ; un démantèlement de l'équipe salariée qui remettrait en cause le fonctionnement vital de l'association ; voire une scission au sein du Réseau, avec des "purgés" en perspective.

Nous n'avons pas de solution miracle pour débloquer la situation. Toutefois, nous entrevoyons des pistes :

- Réaffirmer la validité de nos règles communes, et notre engagement commun à les respecter.
- Réaffirmer l'adhésion de toutes les parties au projet de notre fédération et à ses valeurs de pluralisme et de respect.
- Sortir de la situation actuelle de confrontation avec la participation et la bonne volonté de toutes les parties prenantes, dans le cadre d'un processus de médiation déjà partiellement amorcé.
- Engager un chantier pour remettre à plat les bases de fonctionnement du Réseau.

Nous espérons que les débats de la prochaine AG, les 6 et 7 février, permettront de clarifier les orientations voulues par les membres de la fédération. Pour la survie du Réseau, nous nous devons de sortir de cette crise par le haut, dans le respect de notre fonctionnement démocratique.

Signataires (par ordre alphabétique)

Myriam Battarel (assistante webmestre)

Delphine Boutonnet (responsable des approvisionnements et expéditions)

Jacques Caclin (directeur financier)

Régis Delhomme (responsable des abonnés, de la base de données et du secrétariat)

Sabine Li (webmestre – infographiste)

Charlotte Mijeon (chargée des relations internationales)

Nadège Morel (responsable de publications)

Annie Orega (Secrétaire comptable)

Jocelyn Peyret (coordinateur national groupes et actions)

Wladimir Quénu (maquettiste-iconographe)

Xavier Rabilloud (assistant de direction et communication)

Démenti aux rumeurs et idées fausses entendues sur notre mouvement et sur la crise en cours

"Des salariés en grève pour faire virer un collègue, on n'a jamais vu ça !"

Nous n'avons jamais demandé le licenciement de notre collègue et ne faisons pas grève pour cela. Le CA a refusé le licenciement demandé par le directeur, nous ne contestons pas cette décision. Nous faisons grève pour protester contre les "méthodes" de gestion du personnel du CA - et plus généralement contre le haut niveau de violence atteint dans l'association. Nous réclamons le droit au respect et des conditions de travail acceptables malgré les comportements difficiles d'un collègue et d'une partie du CA. Au demeurant, l'argument pourrait fort bien être retourné : le comportement de Stéphane montre qu'il préfère faire le vide autour de lui et pousser ses collègues vers la sortie plutôt que de se remettre en question !

"C'est un complot politique, Philippe Brousse veut se débarrasser de Stéphane L'homme car ses idées le gênent."

Si Philippe a envisagé de licencier Stéphane, c'est à cause de son comportement problématique et non à cause de ses opinions politiques. Stéphane a toute liberté de les exprimer du moment qu'elles sont énoncées dans le respect de l'autre. Mais il n'est pas acceptable qu'il les défende "au bazooka" (selon ses propres termes).

Nous sommes indignés par les graves calomnies colportées ces dernières semaines à l'encontre de Philippe : "complot", intentions de "fraudes électorales", "vénalité", "tentations dictatoriales"... Si certains souhaitent le départ du directeur du Réseau, qu'ils le disent clairement au lieu de chercher à le discréditer en le traînant injustement dans la boue.

Premier salarié du Réseau qu'il a contribué à fonder il y a 12 ans, Philippe démontre des qualités rares pour la direction d'une structure comme la nôtre. Droiture, écoute, respect de la différence, capacité à déléguer, sens aigu de l'intérêt collectif... Il offre à chacun les conditions pour donner le meilleur de lui-même au service de notre association et de notre cause.

Philippe a su souvent concilier l'inconciliable, avec une aptitude à favoriser la coopération entre des personnalités très différentes et souvent pas faciles.

S'il en est arrivé, en tant que DRH, à proposer un licenciement, c'est parce qu'après des années d'efforts et de conciliation, il ne voyait plus comment faire autrement.

"Cette grève, c'est un putsch des salariés, ils veulent prendre le pouvoir !"

Il y a donc encore des gens pour contester le droit de grève en démocratie ?

Oui, certains administrateurs assimilent à un coup d'Etat notre volonté de nous faire entendre. Après avoir longtemps refusé de nous écouter, ils nous reprochent maintenant de "faire pression" sur eux pour obtenir... l'application du droit et des règles de l'association !

Pourtant, les mêmes administrateurs ne voient aucune objection à ce qu'un autre salarié conteste la validité des décisions du CA et demande leur annulation. Ils se félicitent même de l'influence que Stéphane exerce sur eux ! Comment se fait-il qu'il ne soit pas lui aussi accusé de tentative de putsch ?

Quand nous condamnons un traitement "deux poids-deux mesures" entre salariés, nous ne pensions pas que cela allait aussi loin...

"Les grévistes mettent le Réseau en danger."

Qui met le Réseau en danger ? Ceux qui demandent l'application des règles communes ou ceux qui les dénie ?

Nous faisons vivre au quotidien le Réseau et savons pertinemment combien cette organisation est unique et précieuse. En grève tournante, nous répondons aux demandes des donateurs, nous assurons le déroulement de l'AG et évitons que cette crise interne ne s'ébruite trop.

Nous ne défendons pas des privilèges personnels. Mais il nous est devenu impossible de donner le

meilleur de nous-mêmes dans l'ambiance délétère qui règne dans l'équipe CA-salariés. Ce qui met le Réseau en danger, c'est cette indifférence totale au sort des salariés qui le font vivre. De plus, cette affaire a pris de telles proportions qu'elle révèle une dérive inquiétante. A nos yeux, la position du CA actuel constitue une menace pour les fondements mêmes du Réseau, pour sa non-violence et sa pluralité. Notre grève, de révélateur, devient un cri d'alerte.

"Certains salariés ne sont pas assez antinucléaires."

Qui ici peut se déclarer juge de la radicalité des autres ? Si nous travaillons au Réseau, ce n'est pas par hasard. Nous sommes tous fermement antinucléaires. Nous n'avons pas tous les mêmes opinions : certains se disent plutôt anticapitaliste, anarchiste, objecteur de croissance, antiproductiviste ou "simple" écologiste ! Mais en tant que salariés, nous défendons surtout l'esprit du Réseau : un esprit de fédération, où chacun doit pouvoir exprimer ses positions antinucléaires, et respecter celles des autres même s'il ne les partage pas. Un Réseau qui veut convaincre une majorité de l'opinion publique de la nécessité de sortir du nucléaire le plus vite possible. Un Réseau où nous appliquons les décisions prises démocratiquement par l'AG puis par le CA dans l'intérêt général de l'association et de notre cause, sans chercher à imposer notre vision personnelle. Si certains se battent pour défendre leur position, nous nous battons pour que vous puissiez défendre la vôtre.

"Certains salariés se préoccupent trop du climat, c'est un dévoiement du Réseau."

Ce sont les dernières AG qui ont voté massivement des campagnes sur le thème "Ni nucléaire, ni effet de serre", il est logique que plusieurs salariés s'en occupent. Quelle que soit notre appréciation des problèmes climatiques, nous n'avons pas fini d'en entendre parler. Et le lobby nucléaire rabâche à qui veut l'entendre que le nucléaire est le sauveur du climat ! Face à cette désinformation, il paraît nécessaire de convaincre encore et encore que le nucléaire, en plus de tous ses dangers, n'est pas une solution à l'effet de serre. Et porter notre message auprès des organisations actives sur le climat pour les convaincre elles aussi d'intégrer la problématique nucléaire dans leur argumentaire.

"Le Réseau devient une grosse machine bureaucratique."

Le Réseau a grandi depuis ses débuts : il emploie maintenant 13 salariés, rassemble plus de 850 groupes, 26 000 sympathisants et agit à grande échelle. Vu l'ampleur prise par notre organisation, le nombre de personnes qui s'y investit, l'importance des projets et des budgets, il est indispensable de fixer et de respecter des règles communes. Ces règles sont des garde-fous contre les dérives et un gage d'efficacité. Cela n'empêche pas de veiller au projet associatif. En tant que salariés, **notre premier souci est de demeurer au service des militants**, des groupes et de tous les antinucléaires qui ont fait du Réseau ce qu'il est : une organisation citoyenne magnifique et unique, que nous désirons ardemment préserver.

"Le pluralisme favorise les mous, le Réseau doit être réservé aux antinucléaires durs"

Il n'est jamais facile de faire cohabiter des positions politiques différentes au sein d'une même organisation. Mais c'est le pari du Réseau depuis sa fondation.

Ainsi, historiquement, la question de savoir QUAND il fallait sortir du nucléaire a secoué de nombreuses AG. Mais le Réseau a décidé de ne pas prendre parti entre scénarios de sortie immédiate, rapide, ou à plus longue échéance. La position de la fédération est de présenter tous ces scénarios comme possibles mais sans choisir de "scénario officiel".

De même sur d'autres choix politiques, le Réseau mène à bien des projets qui ont reçu un soutien majoritaire. Mais il veille également à offrir une expression aux courants minoritaires au sein de la mouvance antinucléaire.

A nos yeux, le pluralisme du Réseau porte plus de radicalité que n'importe quelle position supposée "sans concession". Et nous souhaitons que notre fédération reste accessible à tous ceux qui veulent se réunir sous l'étendard antinucléaire, en signant la Charte du Réseau.